

25 mai 2021

## **Irak : Exactions et allégations d'exactions commises par les forces de police locales de Kirkouk entre 2003 et 2015**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## **Table des matières**

1. 2004-2005 : Enlèvements de membres des communautés arabe et turkmène par les Unités d'urgence de la police de Kirkouk.....	3
2. Allégations de torture et mauvais traitement par l'Unité d'Investigation de Grande Criminalité de Kirkouk.....	4
Bibliographie.....	6

**Résumé :** Informations sur les exactions ou allégations d'exactions commises par les forces de police municipales de la ville de Kirkouk entre 2003 et 2015.

**Abstract :** Information regarding exactions or alleged exactions committed by local police forces from Kirkuk city from 2003 and 2015.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Cette note s'intéresse uniquement aux exactions alléguées menées spécifiquement par les **forces de polices municipales** de la ville de Kirkouk en Irak, de 2003 à 2015.<sup>1</sup> Les sources, nombreuses, ne précisant pas si l'acteur est local, mais mentionnant les « forces irakiennes » ou les « peshmergas » n'ont pas été incluses dans la présente note.<sup>2</sup>

## 1. 2004-2005 : Enlèvements de membres des communautés arabe et turkmène par les Unités d'urgence de la police de Kirkouk

D'après des informations parues dans le Washington Post en juin 2005 et reprises dans d'autres publications (notamment le rapport du UNHCR sur l'Irak d'octobre 2005<sup>3</sup>), **des unités de la police et des forces de sécurité de la ville de Kirkouk sont inféodées aux deux grands partis politiques kurdes que sont l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Selon cette source, ces éléments de la police et des forces de sécurité se sont rendus coupables de l'enlèvement de membres de la communauté arabe et turkmène qu'ils ont transférés secrètement dans des centres de détention de la Région Autonome du Kurdistan à Erbil et Soulaymaniyya. Certaines de ces personnes enlevées ont disparu pendant plus de 4 mois et ont été l'objet de tortures et de mauvais traitements durant leur détention.**<sup>4</sup>

Un document confidentiel du Département d'Etat américain adressé à la Maison Blanche, au Pentagone et à l'ambassade américaine en Irak, et rendu public par le Washington Post, indique que **ces mesures extrajudiciaires font partie d'une initiative concertée par les partis politiques kurdes visant à prendre le contrôle de la ville de Kirkouk.** Ces différents cas d'enlèvements et d'expulsions exacerbent les tensions ethniques dans la ville et, d'après la source, les forces de la Coalition sont perçues par les minorités arabe et turkmène comme tolérant ces pratiques, voire comme en étant complices. La 116ème brigade américaine, responsable de la supervision de la sécurité de Kirkouk a, toujours d'après le document confidentiel, pressé les partis kurdes de cesser au plus vite ces enlèvements. Le chef de la brigade, le Général Alan Gayhart, affirme dans une interview que les forces américaines s'opposent à ces pratiques.<sup>5</sup>

D'après des sources officielles américaines, **ces enlèvements ont débuté en 2004 mais se sont multipliés après les élections du 30 janvier 2005** qui ont renforcé les positions du PDK et de l'UPK au sein du gouvernement de la province de Kirkouk. **Les forces américaines affirment avoir enregistré environ 180 cas d'enlèvements alors que les politiciens arabes et turkmènes soutiennent que plus de 600 enlèvements se sont produits et que de nombreuses familles ont peur de rapporter les faits.**<sup>6</sup>

Les campagnes d'enlèvements seraient orchestrées par les services de renseignement kurdes (*Asayish*), et **les unités d'urgences (*Emergency Services Unity*), une unité anti-terroriste de 500 personnes attachée à la police de Kirkouk. Les membres de cette unité sont composés de Kurdes mais aussi de Turkmènes et d'Arabes. Le Washington Post affirme que son chef, le colonel Khattab Abdullah Arif, est un ancien peshmerga membre de l'UPK qui n'a aucune expérience de la police. Cette unité bénéficie de la confiance des Américains et coopère étroitement avec les troupes américaines.**<sup>7</sup>

Le Washington Post mentionne un exemple d'enlèvement ayant eu lieu le 17 mars 2005, durant lequel plusieurs membres d'une famille sont enlevés par les unités d'urgence dans le village de Shahid Falleh, situé au sud de la ville de Kirkouk. Certaines personnes sont finalement relâchées un mois après et un

---

<sup>1</sup> . Pour plus d'informations sur les altercations armées entre groupes armés et forces irakiennes, explosions, assassinats, enlèvements, attentats visant les forces de police, et sur un bilan humain de cette période caractérisée par un très haut niveau de violence, voir : DIDR, 18/01/2016, [url](#)

<sup>2</sup> D'autres sources mentionnent la participation alléguée de « forces irakiennes » et combattants peshmerga à des enlèvements de personnes de minorités turkmènes et à des exécutions sommaires, sans préciser si la police locale de Kirkouk a pris part ou non à de tels agissements. Voir par exemple : Minority Rights, 11/2017, [url](#) ; D'autres sources accusent les peshmergas en 2004 d'avoir mené une politique de « nettoyage ethnique » à Kirkouk, et d'avoir notamment « rasé » plusieurs villages – sans préciser les lieux ou l'implication des forces de police locale. Voir par exemple : Conflict Studies Research Centre, 06/2006, p.9, [url](#)

<sup>3</sup> UNHCR, 03/10/2005, p.154, [url](#)

<sup>4</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>5</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>6</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>7</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

**officier de police** réclame à la famille une rançon pour obtenir la libération de l'une des personnes encore détenues.<sup>8</sup>

Selon la même source, le gouverneur kurde de Kirkouk, Abdul Rahman Mustafa, rejette l'existence de ces enlèvements qui ne sont pour lui que des rumeurs infondées.<sup>9</sup>

**En juin 2005, selon le Washington Post** Le chef de la police de Kirkouk, un Turkmène, le Général Turhan Yusuf Abdel Rahman, présente ces enlèvements comme des kidnappings aux motivations politiques planifiés par les partis kurdes de l'UPK et du PDK. Le général évalue à 40% des 6 120 membres des forces de police de Kirkouk, le nombre de policiers prêtant allégeance aux partis kurdes et prenant part aux enlèvements. Ces 40% obéissent directement aux ordres des deux partis kurdes, ils portent des uniformes officiels de la police et commettent les enlèvements en uniforme dans des voitures officielles de la police.<sup>10</sup> Le 22 janvier 2006, un article du *Monde* intitulé « Les kurdes sont les vrais maîtres de Kirkouk » rapporte plus généralement l'existence de cas d'enlèvements de Kurdes et de Turkmènes, placés en détention dans la région du Kurdistan, et mentionne la passivité des forces américaines vis-à-vis de ces pratiques. Selon cet article, **les deux partis kurdes sont majoritaires au Conseil élu de la ville de Kirkouk et contrôlent en maîtres les Kurdes membres des forces armées et de la police locale.**<sup>11</sup>

Selon un militaire américain, cité par le Washington Post, de nombreuses familles ont commencé dès le mois de février 2005 à chercher à obtenir des informations sur les proches disparus auprès des forces américaines et le siège du gouvernement provincial. A la mi-avril, les plaintes concernant des disparitions ont augmenté de manière significative et les troupes américaines ont commencé à avoir des soupçons sur les forces de sécurité kurdes après avoir eu communication de lettres de personnes disparues envoyées à leurs familles par l'intermédiaire du Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Au mois de mai 2005, des officiers américains élaborent une liste des Arabes et Turkmènes disparus et demandent la libération de ces personnes aux partis kurdes. Le PDK a alors libéré 42 prisonniers mais l'UPK n'a toujours pas relâché de détenus. Les personnes qui s'adressent aux militaires américains sont dans la plupart des cas renvoyées vers **la police** qui les dirige à nouveau vers les Américains. Dans le voisinage de Kirkouk, des familles désespérées sollicitent des journalistes, des membres d'ONG ou d'organisation des droits de l'homme pour retrouver leurs proches. D'autres familles se déplacent à Erbil mais ne parviennent pas à obtenir d'autorisation pour rendre visite à leurs proches.<sup>12</sup>

## 2. Allégations de torture et mauvais traitement par l'Unité d'Investigation de Grande Criminalité de Kirkouk

Un rapport publié par la Mission d'Assistance des Nations Unies en Irak (UNAMI) et par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) **en janvier 2011** rapporte le cas de Taha Yasen Saleh, un jeune homme sunnite de 21 ans arrêté le 19 avril 2010 en compagnie de 14 autres personnes lors d'une opération de l'armée et de la police irakienne entre Kirkouk et Taza. Selon les allégations rapportées par la source, les détenus ont été victimes de torture et de mauvais traitements lors de leur interrogation par plusieurs membres de **l'Unité d'Investigation de Grande Criminalité** (ou **Unité Anti-Criminalité**), unité intégrée aux forces de police de Kirkouk.<sup>13</sup> Par ailleurs, l'UNAMI confirme que Taha Yasen Saleh, détenu au Centre de détention provisoire de Kirkouk Tasfeerat, n'a pas eu accès à un examen médical et n'a pas été correctement informé de ses droits au sein du centre. La source précise le jeune homme est mort début mai 2010, des suites de ses blessures, et que l'officier suspecté d'être responsable des mauvais traitements est poursuivi au moment de la rédaction du rapport. Il est également ajouté que l'organisation onusienne « considère que c'est le premier cas à Kirkouk où un membre des services de sécurité a été arrêté et accusé d'être lié à la torture alléguée et la mort d'une personne en détention. »<sup>14</sup>

<sup>8</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>9</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>10</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>11</sup> Le Monde, 21/01/2006, [url](#)

<sup>12</sup> Washington Post, 15/06/2005, [url](#)

<sup>13</sup> Selon l'entreprise médiatique américaine spécialisée dans la défense *Defense Visual Information Distribution Service* (VSIDS), l'Unité Anti-Criminalité est rattachée aux « forces de police de Kirkouk », sans plus de précision. DVIDS, 16/09/2010, [url](#)

<sup>14</sup> UNAMI/OHCHR, 01/2011, p.20, [url](#)

**En 2015**, le journal anglais *Independent* relaie les propos d'un avocat sunnite arabe de Kirkouk accusant des forces de sécurité de plusieurs cas où **des confessions de détenus ont été obtenues par l'usage de la force**. La source mentionne la réponse du **chef de la police de Kirkouk**, le Major Général Jamal Tahir, qui nie l'emploi de la torture ou de mauvais traitements durant les interrogatoires et affirme qu'il demande « à ses hommes de ne jamais faire cela car leur travail serait inutile et les affaires rejetées ». L'avocat cité par le média ajoute que « les familles des détenus ne sont pas toujours sûres quelle force détient leur proche, et qu'il peut être dangereux pour les avocats de la ville de représenter les prisonniers détenus dans le cadre de la loi Anti-Terror ». <sup>15</sup>

Aucune autre information n'a pu être trouvée concernant les allégations d'exactions des forces de police locales de la ville de Kirkouk, parmi l'ensemble des sources publiques consultées en français, anglais et arabe.

---

<sup>15</sup> Independent, 06/12/2015, [url](#)

## **Bibliographie**

Sites web consultés en mai 2021.

### **Documents DIDR**

DIDR, "Le gouvernorat et la ville de Kirkouk - Point de situation", OFPRA, 18/01/2016, [https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1601\\_irk\\_kirkouk.pdf](https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1601_irk_kirkouk.pdf)

### **Organisations intergouvernementales**

UNAMI/OHCHR, "2010 Report on Human Rights in Iraq", 01/2011, [https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMI\\_HR%20Report\\_1Aug11\\_en.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMI_HR%20Report_1Aug11_en.pdf)

UNHCR, « Country of Origin Information; Iraq », 03/10/2005, <https://www.refworld.org/docid/435637914.html>

### **Organisations non gouvernementales**

Minority Rights, "Turkmen", 11/2017 <https://minorityrights.org/minorities/turkmen/>

### **Think tanks, universités et centres de recherches**

Conflict Studies Research Centre, « Death Squad Operations In Iraq », Defence Academy of the United Kingdom, 06/2006 [https://www.files.ethz.ch/isn/28873/06\\_04\\_Jun\\_2.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/28873/06_04_Jun_2.pdf)

### **Médias**

Independent, "Isis in Iraq: On the hunt for jihadist fighters with Kirkuk's chief of police", 06/12/2015, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/isis-iraq-hunt-jihadist-fighters-kirkuk-s-chief-police-a6762106.html>

Le Monde, " Les Kurdes sont les vrais maîtres de Kirkouk ", 21/01/2006, [https://www.lemonde.fr/irak/article/2006/01/21/les-kurdes-sont-les-vrais-maitres-de-kirkouk\\_733177\\_3462.html](https://www.lemonde.fr/irak/article/2006/01/21/les-kurdes-sont-les-vrais-maitres-de-kirkouk_733177_3462.html)

Washington Post, « Kurdish Officials sanction abductions in Kirkouk », 15/06/2005, <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2005/06/15/kurdish-officials-sanction-abductions-in-kirkuk/4bb79d40-6f39-4c61-9d87-e4042e905ef5/>

### **Autres sources**

DVIDS, "Iraqi police receive crime scene management training", 16/09/2010, <https://www.dvidshub.net/news/56823/iraqi-police-receive-crime-scene-management-training>